

RISQUES ET CATASTROPHES – ÎLE DE LA RÉUNION

Se souvenir des catastrophes pour devenir résilients

Entretenir la mémoire des grands événements dramatiques favorise la résilience collective face aux aléas climatiques. Mais comment conserver activement cette mémoire ? Focus sur l'île de la Réunion, régulièrement frappée par les cyclones.

Francisca ESPINOZA, de nationalité chilienne, est psychologue clinicienne et docteure en sociologie clinique à l'Université Paris VII. Spécialiste des sujets de la transmission, de la mémoire et des traumatismes elle est membre de l'IHMEC, Institut pour l'Histoire et la Mémoire des catastrophes.

Contextes et enjeux humanitaires et sociaux

Les différents rapports mondiaux sur le climat ne cessent de nous mettre en garde : nous devons faire face à des aléas climatiques de plus en plus nombreux et de plus en plus intenses.

La France est le deuxième pays d'Europe le plus concerné par les catastrophes naturelles, notamment les inondations. Un Français sur quatre est touché par ce risque. La Réunion y est particulièrement exposée. Le changement climatique, dont les effets sont aujourd'hui indéniables, accentue ces risques.

Il nous faut donc nous organiser pour anticiper et résister aux mieux aux catastrophes naturelles à venir. Les organismes internationaux, les ONG et les différents gouvernements ont ainsi impulsé la mise en œuvre de politiques pour y faire face.

Dans ce cadre, nous nous situons dans la continuité de la réflexion de Yoann Moreau qui souligne la nécessité de vivre avec plutôt que de lutter contre les catastrophes.

Or la construction de cette résilience peut être favorisée par l'entretien de la mémoire des événements passés, par les populations ainsi que par les pouvoirs publics dans une démarche collaborative.

Les objectifs de la recherche

À partir du cas de La Réunion, île soumise aux cyclones, cette recherche vise à étudier le rôle de la mémoire des catastrophes dans la résilience collective et sociétale. Pour cela, il s'agit de parvenir à identifier dans un premier temps le contenu de cette mémoire et les facteurs susceptibles de l'influencer.

Elle accorde une attention particulière aux processus d'enregistrement et de mémorisation envisagés comme parties intégrantes de cette mémoire et propose des pistes concrètes pour son entretien. En effet, cette recherche vise le développement de stratégies et d'outils de mémoire matériels et immatériels adaptés afin de faciliter une mémoire des catastrophes facilitant la résilience collective.

En toile de fond de cette recherche demeure l'objectif d'un renforcement du lien entre les acteurs concernés par les catastrophes naturelles.

Partenaires de la recherche

Cette recherche, menée à Saint-Paul à la Réunion, a bénéficié du soutien de la Fondation Croix-Rouge française.



Comment la mémoire des catastrophes peut-elle favoriser la résilience collective ?

Nous avons identifié trois modalités de la mémoire des catastrophes : passive, active et traumatique. Des catégories qui nous permettent de saisir son potentiel d'action à des fins de sensibilisation, de prévention et éventuellement de résilience collective. Les résultats confirment notre hypothèse : pour que la mémoire des catastrophes favorise la résilience, elle doit être active.

Cela signifie qu'elle ne doit pas uniquement être rétrospective, mais qu'elle soit aussi présente et facile d'accès pour guider les réponses à de nouvelles catastrophes. Une mémoire active est capable de tirer des enseignements du passé : elle réactive la connaissance des risques et des vulnérabilités des territoires acquise lors des catastrophes précédentes et celle des manières d'y faire face. C'est une mémoire qui influence le présent des populations, des décideurs politiques et des acteurs de la prévention et de la gestion des catastrophes.

Néanmoins, cette mémoire étant de courte durée, son entretien est nécessaire pour qu'elle reste active. Cela peut notamment passer par la matérialisation du souvenir de certains faits historiques. En contextualisant la mémoire des catastrophes, des marqueurs mémoriels comme les repères de crues, les ruines d'édifices, les commémorations aux dates d'anniversaire favorisent le partage de témoignages, la solidarité et la diffusion d'une histoire commune. Pour qu'ils soient pertinents, ces marqueurs doivent évidemment être pensés et créés en accord avec les spécificités socioculturelles des territoires et populations concernés.

Initier une résilience proactive

Par ailleurs, il faut prendre la notion de résilience avec précaution. En effet, la mémoire des catastrophes en tant que levier de résilience est féconde à condition de la penser comme une résilience proactive¹. C'est-à-dire comme un processus qui se prépare bien en amont dans une démarche de prévention et non pas uniquement dans la situation de post-catastrophe. En effet, un discours sur la résilience après la catastrophe, avec sa rhétorique d'aller de l'avant, de se reconstruire, de s'adapter rapidement, peut amener à des injonctions qui occulteraient les effets psychiques des catastrophes ainsi que l'importance de leur prise en charge rapide et à long terme.

Une résilience sociétale² conçue comme processus long engage la participation et la responsabilité des divers acteurs concernés et nous met en garde contre une utilisation du discours de la résilience qui

viserait à laisser la charge de leurs malheurs aux populations en dédouanant les instances politiques et gouvernementale de leurs responsabilités.

La mémoire de catastrophes des Réunionnais s'est révélée sous la forme d'une mémoire passive qui nécessite d'être entretenue davantage. Il s'agit d'une mémoire qui reste en quelque sorte endormie, et qui a besoin d'une nouvelle catastrophe pour être « réveillée ».

Bien que les acteurs administratifs de la prévention et la gestion de catastrophes reconnaissent l'importance de cette mémoire, ils ne s'en sont pas, jusqu'à présent, emparés directement et de manière pratique à travers des espaces ou des actions. Cette tâche semble davantage reposer sur les acteurs associatifs.

Or, à la Réunion, cette mémoire pourrait redevenir active avec la mise en valeur de marqueurs mémoriels déjà existants mais peu connus comme l'église en ruine à Saint-André, la mise en place de repères de crue, la création de supports visuels réalisés en collaboration avec des artistes réunionnais, ou

Méthodes et sources de données

Notre recherche s'inscrit dans une démarche qualitative d'orientation clinique. Nous avons employé deux techniques d'entretien selon l'objectif recherché. Des entretiens ouverts de type récit de vie avec les habitants de Saint-Paul et des entretiens semi-directifs avec les acteurs de la gestion de catastrophes administratives et associatives. Des observations et des entretiens informels ont été également menés tout au long de notre terrain.

encore des expositions photos montrant l'évolution des territoires et l'impact de l'urbanisation au fil du temps... Pour que cette mémoire demeure active, il est primordial que ces actions revêtent des formes innovantes, créatives, qui touchent le plus grand nombre de gens en suscitant leur participation.

Comblent les « trous » de mémoire

L'oubli de certains événements pourtant relativement récents comme le cyclone Bejisa en 2014 ou le tsunami de 2004, soulève des interrogations



quant aux processus de mémorisation et souligne la nécessité d'un travail d'entretien de cette mémoire. En ce sens, il semble important de mettre en place des espaces publics de reconnaissance des événements catastrophiques³ ainsi que de leurs effets physiques, psychiques et sociaux. Un tel projet pourrait voir le jour, à travers, par exemple, la création de lieux commémoratifs qui favorisent l'échange entre divers acteurs de la communauté (sinistrés, autorités, agents communaux, bénévoles, voisins de différents âges, etc.) et mettent justement en valeur l'hétérogénéité des mémoires. Les dates anniversaires sont particulièrement propices à l'animation de ces espaces de rencontres.

L'implication des autorités dans ces actions, mais aussi pendant la crise et la reconstruction, semble fondamentale en termes symboliques pour l'établissement et la pérennisation d'une mémoire collective et locale. Elle attesterait d'un « cela a bien eu lieu ». Il est également important de mettre en valeur les contenus de la mémoire locale, tels que les savoirs populaires concernant le cyclone pour qu'elle fasse sens au sein des populations en question, ce qui pourrait faciliter les processus de mémorisation et de transmission.

Co-exister avec les catastrophes naturelles

Cette recherche part du postulat selon lequel nous devons désormais apprendre à vivre avec les catastrophes naturelles, dans un rapport de coexistence⁴. Si la résilience constitue une possibilité pour explorer cette voie, ce n'est pas cependant pas une notion sans danger. Que ce soit comme discours, paradigme ou injonction, sa dimension politique nécessite d'être prise en compte.

1. DJAMENT-TRAN, Géraldine *et al.*, « Ce que la résilience n'est pas, ce qu'on veut lui faire dire », <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00679293>, hal-00679293, 2011, 135, <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00679293>.

2. TISSERON, Serge. « IHMEC Institut pour l'Histoire et la Mémoire des Catastrophes », s. d., <https://memoiresdescatastrophes.org/>.

3. BAEZ ULLBERG, Susann. « Desastre y Memoria Material: La Inundacion 2003 de Santa Fe, Argentina », *Iberoamericana – Nordic Journal of Latin American and Caribbean Studies* 46, no 1 (24 janvier 2017): 42-53, <https://doi.org/10.16993/iberoamericana.106>.

4. MOREAU, Yohann, *Vivre avec les catastrophes*, 1re édition, L'écologie en questions (Paris : Presses universitaires de France, 2017).

5. CARTON, Hugo. « Chapitre 7. Une approche critique du concept de résilience », in *Penser la décroissance*, Nouveaux Débats (Paris: Presses de Sciences Po, 2013), 159-80, <https://www.cairn.info/penser-la-decroissance--9782724613001-p-159.htm>.

Les limites des résultats

L'une des grandes difficultés rencontrées lors de cette étude a été la prise de contact avec des sinistrés. Même si cette démarche nous a permis de disposer d'un échantillon plus hétérogène de représentations des cyclones et de leurs effets sur la population en général, il semble toutefois qu'il sera nécessaire d'effectuer d'autres études au sujet des populations sinistrées. Ces travaux permettront de mieux repérer les effets psychologiques des catastrophes et de leur incidence sur la mémoire et sur la résilience.

Les enseignements scientifiques au-delà du cadre de l'étude

Cette recherche apporte des éclairages sur la complexité même de la notion de résilience (ses écueils, ses avantages, ses leviers) et propose des alternatives pour sa mise en oeuvre.

En effet, la notion de résilience est à prendre avec précaution. La mémoire collective en tant que levier de résilience est féconde à condition de la penser comme une résilience proactive et sociétale. C'est-à-dire comme un processus qui se prépare bien en amont et non pas uniquement comme une question liée à la post-catastrophe.

Un discours sur la résilience au moment de l'après-catastrophe, avec sa rhétorique d'aller de l'avant, peut amener à des injonctions qui occulteraient les effets psychiques des catastrophes ainsi que l'importance de leur prise en charge rapide et à long terme. Ainsi ce travail a permis de mettre en lumière l'importance de la prise en compte de la dimension psychologique des catastrophes et de ses effets. Des recherches sur la relation entre cette dimension et la résilience méritent d'être davantage explorées

Par ailleurs, une résilience sociétale engage la participation et la responsabilité des divers acteurs concernés et nous met en garde d'un « usage » du discours de la résilience qui chercherait à responsabiliser davantage les populations de leurs malheurs en dédouanant ainsi les responsabilités politiques et gouvernementales.

Enfin, la mémoire des catastrophes comme voie possible à une résilience collective permettrait de nous prémunir d'une résilience qui s'imposerait en tant que processus normatif. Elle nous offre des pistes prometteuses pour envisager une résilience contextuelle ou conjoncturelle⁵ qui se ferait en accord avec les territoires et les populations.





Le rôle des acteurs publics est très important pour une résilience sociétale.

- **Francisca Espinoza**



Comment expliquez-vous qu'une population oublie des souvenirs pourtant dramatiques et quelquefois assez récents, à l'instar du cyclone Bejisa en 2014 ou du tsunami de 2004 que vous citez ?

F. E. : Il y a d'une part une non-élaboration de cette mémoire, qu'on tenterait de mettre à distance car trop douloureuse. Mais il y aurait aussi un lien entre mémorabilité et destructivité des cyclones à La Réunion. Les cyclones le plus présents dans la mémoire sont ceux qui ont fait le plus de dégâts et notamment le plus de morts. Je pense aussi que le manque de reconnaissance de ces événements par des instances publiques peut entraver cette mémoire.

L'oubli pourrait-il être lui aussi un moteur « naturel » de résilience, tout comme son contraire la mémoire ?

Non je ne pense pas, c'est le contraire de ce que je développe dans ma recherche. Ce vivre avec les catastrophes que je souligne, signifie pouvoir intégrer les catastrophes comme une menace toujours présente que l'on doit anticiper. Au contraire, l'oubli me semble une mise à distance dommageable qui peut entraver les résiliences, car il ne nous permet pas tirer d'enseignements de l'expérience, d'être « lucides » ou bien d'anticiper.

Vous suggérez la mise en valeur de lieux de souvenirs, la création d'espaces de commémoration, et la célébration d'anniversaires des catastrophes comme moyens d'entretenir activement cette mémoire. Mais n'est-ce pas créer artificiellement de nouveaux rites qui peu à peu risquent de perdre leur sens premier ?

Je pense que ces processus doivent être facilités par les instances publiques avec la participation de divers acteurs de la gestion et de la prévention des catastrophes. Cela doit être facilité, car la mémoire des catastrophes relève d'un événement à potentiel traumatique, qui nécessite un effort de représentation et donc un effort de mémoire, cela ne va pas de soi. Le rôle des acteurs publics est très important pour une résilience sociétale.

Quelles implications pour l'action humanitaire et sociale ?

La mémoire des catastrophes doit être envisagée dans sa complexité : sa courte durée, les modalités qu'elle peut adopter et surtout la nécessité de son entretien. Elle ouvre de pistes de travail pour les acteurs de terrain et décideurs politiques prêts à concevoir la résilience comme un processus qui se construit en amont de la catastrophe en tenant compte des spécificités des territoires et des populations, ainsi que de leurs forces et de leurs vulnérabilités.

La Croix-Rouge française a fait un important travail avec le projet Paré pas paré, aujourd'hui entre les mains de l'Éducation nationale; lequel aura sans doute un impact positif dans la culture du risque pour les nouvelles générations. Mais ce travail pourrait être mieux pris en charge par les pouvoirs publics.

Cela pourrait passer par la mise en valeur de marqueurs mémoriels, comme des supports historiques, des ruines ou les repères de crue. Le recours à des artistes de l'île — plasticiens, comédiens, musiciens, photographes ou graffeurs — peut être une piste à explorer, car il est primordial que ces supports prennent des formes créatives, innovantes qui interpellent la population, et touchent précisément la dimension du sensible à travers l'art et la culture. Il s'agit de créer des souvenirs partagés.

Les commémorations aux dates anniversaires sont également propices à ces fins à travers, par exemple, les témoignages de sinistrés. Elles favorisent des liens de solidarité et la construction d'une mémoire locale. Par opposition aux modèles imposés de l'extérieur, la mémoire des catastrophes présente l'intérêt de contextualiser la résilience, en s'appuyant sur la connaissance de l'histoire des événements qui ont frappé les territoires. Ce faisant, elle réconcilie les experts et les habitants, dans une reconnaissance mutuelle, qui dessine les bases d'une résilience co-construite, située et adaptée.

La série « Pratiques & Humanités » de la Fondation Croix-Rouge française synthétise les travaux de recherche des chercheurs soutenus par la Fondation. Elle a pour objectif de mettre à disposition des acteurs de l'humanitaire une information scientifique de qualité et concise.

La Fondation Croix-Rouge française est une fondation reconnue d'utilité publique dédiée à la recherche dans les champs de l'action humanitaire et sociale. Elle porte la volonté de la Croix-Rouge française de promouvoir la connaissance scientifique, la réflexion éthique et l'innovation sociale pour faire avancer l'action au service des plus vulnérables.

Fondation Croix-Rouge française
21 rue de la Vanne | CS 90070 | 92126 MONTROUGE CEDEX
+33 1 40 71 16 34 | www.fondation-croix-rouge.fr
contact@fondation-croix-rouge.fr